

contrôle efficace du Canada. L'objectif relatif à l'autosuffisance énergétique que nous avons proposé en tant que gouvernement n'est pas seulement louable, c'est une nécessité absolue pour la sécurité nationale et le développement économique. Parmi les nations du monde c'est là une occasion particulière de se suffire à lui-même en matière d'énergie.

Le discours du trône ne contient pas beaucoup d'informations précises quant à la position du gouvernement sur le prix de l'énergie. Cela est une affaire de dollars et de sous et il est grand temps que le gouvernement dévoile aux Canadiens le coût de l'énergie, non seulement pour cette année mais pour les trois ou quatre prochaines années.

[Traduction]

Il est temps également, madame l'Orateur que le gouvernement agisse loyalement envers les Canadiens et qu'il leur expose exactement ce qu'il a l'intention de faire à l'égard du programme d'indemnisation des importateurs de pétrole. Le discours du trône, reprenant des allusions faites pendant la campagne électorale, parle de le supprimer progressivement. Ce programme va coûter au Trésor fédéral au moins \$2.6 milliards au cours de l'année financière actuelle et près du double d'ici 1985 si la tendance actuelle se poursuit. C'est le programme qui permettra d'assurer la pratique d'un prix unique dans tout le Canada et de subventionner la consommation de pétrole au Québec et dans les Maritimes.

● (1530)

Si le gouvernement a l'intention d'abolir ce programme comme il l'a promis hier dans le discours du trône et comme le premier ministre s'y est engagé au cours de la campagne électorale, qui va payer les milliards de dollars de frais supplémentaires que cela représente? Je vois parmi nous un député du Cap-Breton, une région qui dépend beaucoup des importations de pétrole. Les gens du Cap-Breton vont-ils devoir supporter ce fardeau supplémentaire simplement parce qu'ils ont élu un gouvernement libéral? Qui va payer ces 2.6 milliards, chiffre qui va augmenter énormément d'ici 1985? Va-t-on les faire payer aux consommateurs du Québec, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick, de Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve ou a-t-on l'intention de faire partager la note à tous les Canadiens qui devront payer le pétrole beaucoup plus cher que ne l'avait proposé mon collègue, le député de Saint-Jean-Ouest, dans son budget de décembre dernier?

D'après ce qu'on en sait, le prix dit pondéré reflétera, cette année, une augmentation d'au moins \$6 le baril pour compenser le coût des importations. Le parti d'en face a protesté contre une hausse de \$4 et se prépare peut-être à majorer le prix de \$6. S'il préfère camoufler cette hausse cette année les Canadiens devront en supporter le fardeau l'année prochaine. Nous avons le droit d'avoir des précisions à ce sujet. Nous avons le droit d'exiger que le ministre de l'Énergie dise la vérité au Parlement et aux Canadiens et précise quel sera le prix du pétrole et comment ce prix sera fixé exactement.

J'aimerais en venir maintenant aux affaires internationales. Dans son discours du trône, le gouvernement proclame qu'un de ses principaux objectifs est de veiller à ce que le Canada joue ce qu'il appelle un rôle énergétique sur la scène internationale. A mon avis, toute l'énergie déployée par le gouvernement se résume à ce simple énoncé d'intention, car le reste du discours ne propose aucune mesure énergétique ou même encourageante si ce n'est qu'on veut donner suite à l'initiative du

L'Adresse—M. Clark

député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) en renforçant le secteur du désarmement au ministère des Affaires extérieures.

Les années 80 s'annoncent difficiles au chapitre des affaires internationales, madame le Président. Il ne fait aucun doute que nous traverserons une période d'instabilité régionale pratiquement constante. La situation de l'économie mondiale est précaire et on a à peine commencé à définir ce qui constitue les intentions et les options du tiers monde. En outre, et c'est malheureux, tout laisse croire que les relations entre grandes puissances se détériorent.

Ce n'est certainement pas le moment pour des nations comme le Canada de se laisser tenter par des idées saugrenues de neutralité. Avant d'élaborer la politique étrangère pour le Canada des années 80, nous devrions commencer par nous connaître nous-mêmes, par connaître, comprendre et respecter les valeurs et les objectifs de notre nation démocratique; en outre, nous devons veiller à ce que les pays du monde entier sachent bien lesquels d'entre eux nous tenons pour amis et qu'ils connaissent également notre position au sujet des questions fondamentales.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Les députés de mon parti ne se font aucune illusion en ce qui concerne nos véritables amis. Les États-Unis demeurent notre principal allié, non pas pour des raisons géographiques, mais bien parce qu'ils partagent nos objectifs et nos idéaux fondamentaux. Certaines époques et certaines questions nous touchent particulièrement parce qu'elles ont une signification sur le plan de nos valeurs, de nos croyances et de nos amitiés. Nous sommes convaincus que nous traversons à présent pareille époque.

Voilà pourquoi nous avons réagi de la façon que vous savez à Téhéran. Voilà pourquoi à l'époque où nous formions le gouvernement, nous étions en faveur du boycottage des Jeux olympiques de Moscou et continuons de l'être, aujourd'hui en tant que parti. Voilà pourquoi je suis abasourdi lorsque je vois le présent gouvernement hésiter à faire preuve de leadership ou, pis encore, à se montrer indécis au sujet de la question des Jeux olympiques ou lorsque le président Carter demande qu'on exerce des pressions supplémentaires sur l'Iran en vue de la libération des otages. Les députés de ce côté-ci de la Chambre sont convaincus que les véritables amis ne sont pas ceux qui se tiennent à l'écart jusqu'à ce que tout risque de danger soit passé.

Je sais que le premier ministre a des idées bien arrêtées à ce sujet. Il les a dévoilées en Union Soviétique et nous les a rappelées au soir de sa victoire, quand il a placé sur un pied d'égalité nos relations avec l'Union Soviétique et avec les États-Unis d'Amérique. Je soupçonne que c'est l'influence et la force de ses idées personnelles qui l'on fait nommer, pour la première fois à ma connaissance, comme ministre des affaires étrangères un député qui ne soit pas du premier banc, lequel est une marionnette entre les mains du premier ministre du Canada. Je soupçonne qu'il s'agit là d'une des raisons pour lesquelles le présent gouvernement a refusé d'autoriser une analyse approfondie et honnête de la politique étrangère du Canada.

Comme la Chambre le sait déjà, nous étions prêts, comme gouvernement, à entreprendre une révision de ce genre, car nous croyons que les Canadiens devraient avoir leur mot à dire